

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 126/05

AMR 18/003/2005 –ÉFAI

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

**BOLIVIE**      **Silvestre Saisari Cruz (h), président du *Movimiento Sin Tierra de Santa Cruz* (MST-SC, Mouvement des sans-terre de Santa Cruz)**

Londres, le 18 mai 2005

Silvestre Saisari Cruz, président d'une organisation représentant des paysans sans terre du département de Santa Cruz, a été agressé le 9 mai par un groupe d'hommes apparemment liés à un propriétaire terrien local. Il venait de participer à une conférence de presse lors de laquelle il aurait dénoncé les agissements du propriétaire dans le cadre d'un conflit foncier. Amnesty International pense que Silvestre Saisari Cruz est en danger de mort.

Silvestre Saisari Cruz est le président du *Movimiento Sin Tierra de Santa Cruz* (MST-SC, Mouvement des sans-terre de Santa Cruz). Cette organisation représente quelque 400 familles de paysans sans terre qui occupent, depuis août 2004, des parcelles de la province d'Obispo Santiestevan (département de Santa Cruz), dans une localité qu'elles ont dénommée « *Pueblos Unidos* ».

Le 9 mai, Silvestre Saisari Cruz a convoqué une conférence de presse dans la ville de Santa Cruz, afin de signaler aux journalistes une violente attaque apparemment perpétrée le 7 mai contre la communauté de Pueblos Unidos par un groupe d'hommes liés au propriétaire. Ceux-ci auraient brûlé le riz et les ananas récemment récoltés par les paysans, dont certains auraient capturé et retenu en otages 65 des agresseurs. La police a encerclé Pueblos Unidos et les habitants sont menacés d'expulsion. Tous les otages ont été libérés au bout de quelques jours.

Silvestre Saisari Cruz a été attaqué après avoir quitté la conférence de presse, sur la place principale de Santa Cruz. Il a été battu et a notamment reçu des coups de pied. La police est intervenue pour mettre fin à l'agression, qui a manifestement été filmée par des journalistes.

Les agresseurs ont volé le sac de Silvestre Saisari Cruz ainsi que son téléphone portable, qui aurait été utilisé pour des appels de menaces contre des membres du MST-SC. Des documents qui se trouvaient dans son sac auraient été produits lors d'une interview du propriétaire diffusée le lendemain de l'agression sur *Red 1 de Bolivia*, une chaîne de télévision nationale.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International s'est déclarée profondément préoccupée par le harcèlement et les actes d'intimidation dont font constamment l'objet ceux qui critiquent les autorités, en particulier les défenseurs des droits humains qui aident les communautés indigènes en proie à des conflits fonciers, ainsi que les responsables de ces communautés.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Silvestre Saisari Cruz, le président du *Movimiento Sin Tierra de Santa Cruz* (MST-SC, Mouvement des sans-terre de Santa Cruz), qui aurait été victime d'une agression et battu le 9 mai ;

– exhortez les autorités à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la sécurité de cet homme, conformément à ses souhaits ;

– demandez instamment que soit menée dans les meilleurs délais une enquête impartiale sur cette agression et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

– priez les autorités de trancher rapidement les conflits fonciers, comme celui concernant la communauté de Pueblos Unidos à Obispo Santiestevan, de manière à réduire les risques de violences.

**APPELS À :**

**Ministre de l'Intérieur :**

Dr. Saúl Lara Torrico  
Ministro de Gobierno  
Av. Arce 2409  
La Paz  
Bolivie

**Fax :** +591 2 244 1543 / +591 2 244 2589

**Formule d'appel :** Señor Ministro, / Monsieur le Ministre

**Ministre de la Présidence, de la Justice et des Droits humains :**

Sr. Ministro de la Presidencia e Interino de Justicia y Derechos Humanos  
Sr. José Antonio Galindo  
Palacio de Gobierno, Plaza Murillo, La Paz, Bolivie

**Fax :** +591 2 215 3870 / 3894

**Formule d'appel :** Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,

**Préfet du département de Santa Cruz :**

Ing. Jaime Paz Rea  
Prefecto del Departamento  
Av. Omar Chávez Ortiz  
Santa Cruz, Bolivie

**Fax :** +591 3 312 9528

**Formule d'appel :** Sr. Prefecto, / Monsieur le Préfet,

**Responsable de la police nationale :**

Cdte. David Aramayo Aráoz  
Comandante General de la Policía Nacional  
La Paz  
Bolivie

**Fax :** +591 2 243 4149

**COPIES À :**

**CEJIS, organisation non gouvernementale :**

Centro de Estudios Jurídicos e Investigación Social

CEJIS - Santa Cruz

Alfredo Jordán No. 79

Santa Cruz, Bolivie

**Fax :** +591 3 353 5169

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Bolivie dans votre pays.

***PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.***

**APRÈS LE 29 JUIN 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*